

Initiative "one book in one snapshot"

Title of the book/paper: Guinée-Bissau: les elections, et après ?

Author: International crisis group

Date of publication: 08 Avril 2014

Sectors/areas of interest: Afrique, processus électoral

Summary (maximum 2 pages)

La dégradation de la situation budgétaire et socioéconomique de la Guinée Bissau et le rapprochement entre les partenaires internationaux a permis à la communauté internationale d'être plus persuasive et d'exercer une pression quant à la tenue des élections.

- **Des élections devenues inévitables:** En effet, en plus d'une baisse des revenus fiscaux et des exportations, le coup d'Etat d'avril 2012 lors d'élection (dont le parti favori était le PAIGC) aura eu pour effet une diminution des montants de l'aide, plongeant le pays dans une situation économique difficile.

Après le départ de la mission militaire angolaise en juin 2012, la Cedeao a vu sa primauté sur le dossier reconnue, au nom du principe de subsidiarité, mais la ligne modérée qu'elle défendait n'a pas emporté l'adhésion inconditionnelle d'acteurs clés dont l'UE et l'UA. La CEDEAO s'est alors retrouvée seule pour soutenir un effort financier de transition important. Le nouveau chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (Binugbis), José Ramos-Horta, en poste au 31 décembre 2012, permis la reprise des discussions, il participa à un rapprochement des positions sur une ligne qui validait l'état de fait que constituait le coup d'Etat (et donc excluait un retour à la situation préalable) tout en poussant à la formation d'un gouvernement inclusif et la tenue rapide de nouvelles élections. Les militaires et leurs partenaires politiques mesurant les risques d'une rupture avec la Cedeao et d'un isolement total du pays, n'ont pas eu le choix. De même le principal parti avant le coup d'Etat (le PAIGC) a également fini par se rallier, quitte à sacrifier son chef.

- **Rénovation du dispositif électoral :** le PAIGC a dû accepter de perdre la main sur les institutions chargées de préparer les élections. Suite à une mission d'experts électoraux des Nations Unies, une forte pression internationale pour imposer un système dit "manuel amélioré" et une aide du Nigeria, le 10 février 2014 le recensement est fini et compte pour la première fois les guinéens de la diaspora. Les retards et difficultés dans le recensement ont nourri les controverses, les critiques se sont progressivement tues, mais il ne faut pas exclure qu'elles réapparaissent.

Très vite et contre les pronostics, le PAIGC maintient son unité et propose des candidats forts : un président de parti (Domingos Simoes Pereira), et un candidat à la présidentielle (José Mario Vaz), tous deux avec de faibles connexions avec l'élite militaire et le régime en transition ainsi qu'une image de gestionnaires efficaces. Néanmoins, la lutte pour la présidence du parti et la candidature aux présidentielles fait naître des tensions internes.

Le parti opposant (le PRS) fait le choix de Abel Incada, un membre de la communauté Balante, communauté qui soutient fortement le PRS. Ce choix va créer une division dans le parti, d'autant que son ancien dirigeant, Yala, choisi de soutenir la candidature d'un inconnu,

lui aussi balante : Nuno Gomes Nabiam, qui aurait un lien fort avec certains hauts responsables militaires.

Comme à chaque fois, une foule de candidats indépendants à la présidentielle se proposent. Cette fois-ci, le jeu est plus ouvert, du fait de la division du vote balante et des tensions au sein du PAIGC : si le candidat du PAGC, qui est favori, n'obtient pas une majorité absolue au premier tour et que les votes sont dispersés, un candidat concurrent pourrait se qualifier pour le second tour avec un pourcentage relativement faible des suffrages. Cela pourrait profiter à des candidats indépendants donnant une image de nouveauté.

-Après les urnes: deux risques majeurs :

Interne : La clé de la stabilité réside dans la difficile gestion de l'armée. Les luttes sont intenses dans le microcosme politique guinéen parce que l'Etat y est, plus que jamais, le chemin privilégié d'enrichissement. Les acteurs internationaux comptent donc sur le fait que les hommes de la transition acceptent de perdre l'accès, pour eux même et leurs protégés, aux meilleurs morceaux de la machine administrative et acceptent de redevenir des fonctionnaires mal payés, des entrepreneurs sans marché ou des commerçants sans crédit. Pour tempérer ce risque, les acteurs internationaux poussent à une inclusivité politique : un projet qui engagerait d'autres forces politiques que le parti vainqueur, la société civile et les indépendants. Projet de pacte ou non, le nouveau pouvoir devra, de sa propre initiative et dans son intérêt bien compris, faire le choix d'un pluralisme ethnique et politique fonctionnel. Une autre source d'inquiétude reste l'armée : les chefs militaires vont-ils accepter de se soumettre au nouveau pouvoir civil et de respecter son droit à remanier la hiérarchie ? Le vote rapide par le nouveau parlement d'une amnistie limitée au coup d'Etat d'avril 2012 pourrait aider, dans le contexte actuel, à stabiliser la situation. De même que la levée des sanctions individuelles imposées à une vingtaine de responsables militaires par certaines organisations internationales doit être mise au service de la poursuite de la transition. Enfin, la réforme du secteur de la sécurité (RSS) doit se faire sur le long terme avec une mise en œuvre par la Cedeao qui avait tenu une position modérée face au coup d'Etat et qui dispose de la menace de l'embargo.

Externe : Le nouveau régime légitime ne le sera pas longtemps s'il ne peut prendre en charge les salaires et les arriérés et améliorer l'accès à l'eau et à l'électricité, à la santé et à l'école. Or beaucoup d'interlocuteurs de CrisisGroup signalent la difficulté à inscrire la Guinée-Bissau à l'ordre du jour international, surtout face à des cas plus spectaculaires comme le Soudan du Sud ou la Centrafrique.

La Cedeao, l'UA et le Binugbis encouragés par les Etats Unis et la Banque Mondiale soutiennent l'idée d'une deuxième phase de transition après les élections, marquées par un programme exigeant de gouvernance : le Governance Efficacy Amelioration Programme (GEAP) pour un coût de 20 millions de dollars sur 5 ans. La garantie de qualité dans la gestion de l'aide que celui-ci apporterait est censée faciliter la mobilisation des appuis internationaux. Une conférence des bailleurs de fonds est prévue pour septembre 2014. Ceux-ci doivent s'engager et respecter leur engagement, notamment via un appui budgétaire pour ne pas fragiliser la nouvelle légitimité du pouvoir récemment élu.

Après l'échec de l'élection présidentielle de mars-avril 2012, avril 2014 pourrait être l'occasion de la montée d'une nouvelle génération d'hommes politiques, plus consensuels en interne comme à l'international et capables de gérer suffisamment bien le pays pour re-légitimer l'Etat et convaincre les militaires de la nécessité de se plier à l'obéissance et à la modernisation nécessaire. Une vraie transformation sera impossible sans une forte implication internationale, à la fois politique et financière.

Takeaway messages for DG DEVCO (maximum 1 page)

Les mesures suivantes doivent être envisagées pour la période post-électorale par les partenaires de la Guinée-Bissau, notamment la Cedeao, l'Union africaine, les Nations unies, l'Union européenne et les pays amis :

- En fonction du déroulement des élections et du comportement des forces de sécurité pendant et après le scrutin, la communauté internationale doit envisager une levée progressive des sanctions individuelles pour les militaires de moindre rang. La levée des sanctions pour les militaires de plus haut rang doit être conditionnée à des avancées réelles dans la modernisation de l'armée.
- Les bailleurs de fonds doivent être prêts à soutenir les nouvelles autorités à court terme pour le paiement des salaires des fonctionnaires et à plus long terme pour financer le « Governance Efficacy Amelioration Programme » (GEAP) et les programmes de développement qu'il encadrera.
- Si le départ du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies José Ramos-Horta était confirmé, il devrait être remplacé dans les plus brefs délais par un nouveau représentant capable de mobiliser et de coordonner l'action internationale dans le pays.

Les nouvelles autorités devront pour leur part envisager les mesures suivantes :

- La nouvelle Assemblée devra voter rapidement la loi d'amnistie promise dans les actes de la transition, qui doit porter exclusivement sur le coup d'Etat d'avril 2012.
- La nouvelle équipe dirigeante devra favoriser un pluralisme ethnique et politique fonctionnel.

Note:

- Le candidat du PAIGC José Mario Vaz, a remporté le second tour de l'élection présidentielle avec 61,9 % des voix, selon des résultats provisoires publiés mardi 20 mai. M. Vaz, était en lice face à Nuno Gomes Nabiam, candidat sans étiquette mais soutenu par le PRS et des chefs de l'armée, qui a de son côté obtenu 38 % des suffrages. Vaz choisit comme premier ministre le 25 juin: M. Domingos Simoes Pereira, chef du parti.

- Un appui budgétaire conséquent de la CE est actuellement en projet, mais devra avant tout, être approuvé par les EM.

Date: 23/07/2014

Name of Trainee: FIQUET Coline